

"État de siège. Les sanctions économiques des États-Unis contre Cuba"

Salim Lamrani, spécialiste des relations Cuba-USA, nous offre un nouvel ouvrage consacré cette fois-ci aux sanctions économiques imposées à l'île des Caraïbes. Quel impact sur les services de santé cubains ? La politique de Washington est-elle justifiée par le contexte de la guerre froide comme le proclamaient les dirigeants US ? Pourquoi les sanctions ont-elles été renforcées après la chute de l'URSS ? La société US soutient-elle le blocus ? Extrait.

Les citoyens états-uniens sont autorisés à se rendre à Cuba mais il leur est strictement interdit d'y dépenser le moindre centime, ce qui rend quasiment impossible tout séjour dans l'île. Le Département du Trésor considère donc tout voyage dans l'île comme une violation de la législation sur les sanctions économiques, à moins que les personnes ayant visité Cuba puissent démontrer qu'elles n'y ont effectué aucun achat. La justice étasunienne poursuit sans relâche les contrevenants à la législation sur les sanctions économiques et se montre souvent implacable. Voici quelques exemples récents de sanctions imposées à l'encontre des contrevenants étasuniens:

En avril 1996, Kip Taylor, 73 ans et Patrick Taylor, 58 ans, un couple de Traverse City, se sont rendus à Cuba à bord d'un voilier. Ayant conscience que la loi états-unienne leur interdit toute dépense sur l'île, ils ont emporté avec eux les provisions nécessaires pour trois mois. Lors de leur retour en Floride, ils ont été pris par une tempête et leur mât a été gravement endommagé. Secourus par les garde-côtes cubains dans les eaux internationales, ils ont été ramenés à Cuba. Lorsqu'ils ont sollicité le Département du Trésor pour obtenir l'autorisation de réparer leur voilier, il se sont vus opposer un refus. Les autorités états-uniennes leur ont ordonné d'abandonner leur embarcation, leurs deux chiens et de rentrer par avion, ce qu'a refusé le couple. Avec l'aide de marins étrangers, les Taylor ont finalement pu réparer leur voilier et rentrer à bon port, sans avoir enfreint la réglementation concernant les voyages à Cuba. A leur retour, ils ont été interrogés par les autorités et ont révélé avoir fourni une bande et des compresses à un cuisinier cubain qui s'était brûlé la main. Le Département du Trésor les a alors accusés d'avoir « fourni des services médicaux à un ressortissant cubain » et a condamné le couple à verser une amende de plusieurs dizaines de milliers de dollars.

En avril 2004, Barbara et Wally Smith, un couple de retraités du Vermont, ont été condamnés à verser 55.000 dollars d'amende pour avoir séjourné à Cuba durant un semestre, créé un site Internet, Bicycling Cuba, et rédigé un ouvrage relatant leur séjour. Le couple a fait part de son opposition aux sanctions contre Cuba : « Nous pensons qu'il est moralement discutable d'essayer de détruire l'économie d'un pays qui n'a rien fait contre nos intérêts, en substance, pendant 40 ans, et qui ne représente absolument aucune menace contre nous ».

Le 9 juin 2004, Richard Connors, avocat de Chicago, a été condamné à trois années de réclusion criminelle pour avoir « effectué du commerce avec l'ennemi ». La justice étasunienne a confirmé la sentence en appel en 2006 et l'a reconnu « coupable d'avoir fait passer en contrebande des cigares cubains aux Etats-Unis en violation de la Loi de Commerce avec l'Ennemi. Il a été condamné à une sentence de 37 mois de prison ».

En juin 2004, deux autres résidents de Key West en Floride, Peter Goldsmith, âgé de 55 ans, et Michele Geslin, âgée de 56 ans, ont été arrêtés pour avoir porté « atteinte à la sécurité nationale des États-Unis ». Le parquet a requis à leur encontre quinze ans de réclusion criminelle. Pour justifier la sévérité de la sentence, le procureur fédéral de l'Etat, Marcos Jiménez, a déclaré ces « lois de sécurité nationale, telles que nous les appliquons aujourd'hui, sont destinées à protéger le peuple des États-Unis ». En réalité, le couple d'amis avait organisé des régates entre les côtes floridiennes et Cuba en 2003. En octobre 2004, un juge fédéral, outré par le dossier, a décidé d'acquitter Goldsmith et Geslin de toutes les charges retenues à leur encontre.

En juin 2004 également, les autorités états-uniennes ont condamné trois religieux méthodistes de Milwaukee, William Ferguson, Dollora Greene-Evans et Theron Mills, qui s'étaient rendu à Cuba en 1999 dans le cadre d'un déplacement confessionnel et humanitaire, à payer chacun une amende de 25.000 dollars, pour avoir également « porté atteinte à la sécurité nationale du pays ». Les religieux ont fait part de leur désapprobation à ce sujet : « Les sanctions vont à l'encontre de la liberté religieuse et sont discriminatoires ». Par ailleurs, la sentence s'est appliquée de manière rétroactive car, sous l'administration Clinton, les voyages religieux étaient autorisés.

Le 28 août 2004, le docteur Graham Simpson, d'origine sud-africaine et naturalisé états-unien, a reçu une amende de 70.000 dollars de la part du Département du Trésor pour avoir acheté six dauphins à Cuba pour ses parcs aquatiques installés dans les îles des Caraïbes Antigua et Anguilla. Il n'a pas manqué d'exprimer sa surprise : « Je me suis toujours considéré comme un citoyen britannique qui vivait depuis trois ans à Anguilla, qui ne dispose pas de loi interdisant le commerce avec Cuba ».

Etat de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba

Prologue de Wayne S. Smith

Préface de Paul Estrade

Paris, Editions Estrella, 2011

15 euros;

En librairie et sur Amazon : <http://www.amazon.fr/Siege-Sanction...>

[http://www.amazon.fr/Siege-Sanctions-Economiques-Etats-Unis-](http://www.amazon.fr/Siege-Sanctions-Economiques-Etats-Unis-Contre/dp/2953128425/ref=sr_1_3?s=books&ie=UTF8&qid=1314622440&sr=1-3)

[Contre/dp/2953128425/ref=sr_1_3?s=books&ie=UTF8&qid=1314622440&sr=1-3](http://www.amazon.fr/Siege-Sanctions-Economiques-Etats-Unis-Contre/dp/2953128425/ref=sr_1_3?s=books&ie=UTF8&qid=1314622440&sr=1-3)

Pour toute commande dédiée, veuillez contacter : lamranisalim@yahoo.fr